



Dossier médias, 12 février 2015



Premier Panorama Suisse des Addictions

Quelles sont les **tendances actuelles de la consommation** d'alcool, de tabac et de drogues illicites en Suisse? Quels sont les problèmes qui se manifestent avec les jeux d'argent? La Suisse développe-t-elle une **politique des addictions** cohérente?

Ce dossier médias répond à ces questions, présente des faits et des chiffres, tisse des liens et offre une analyse de situation complète. C'est le coup d'envoi du Panorama Suisse des Addictions qui paraîtra désormais chaque année. Celui-ci aborde non seulement des domaines spécifiques (alcool, drogues illicites, etc.) mais propose aussi une vue d'ensemble qui pose un regard critique sur le rôle de la politique.

Contenu:

Communiqué de presse: [Une politique qui manque singulièrement de cohérence](#)

Informations sur les thèmes suivants:

[Alcool: les modes de consommation changent, les problèmes restent et la politique regarde ailleurs](#)

[Tabac : de nouvelles impulsions sont nécessaires pour faire repartir les chiffres à la baisse](#)

[Drogues illicites: de nouvelles tendances et un changement de paradigme dans les politiques publiques](#)

[Jeux d'argent: plus de jeux et moins de protection?](#)

A cette occasion et pour d'autres questions sur le thème des addictions dans les mois à venir, Addiction Suisse se tient à votre disposition.

<http://www.addictionsuisse.ch/actualites/communiques-de-presse/>



Communiqué de presse, 12 février 2015



Une politique qui manque singulièrement de cohérence

La politique des addictions est traversée par de multiples incohérences et contradictions. La consommation d'alcool dans l'espace public est perçue comme un problème mais on libéralise davantage le marché de l'alcool. D'un côté on souhaite élargir l'offre des jeux d'argent sur internet et de l'autre se profile l'abandon des ressources pour la prévention du jeu excessif. Le soutien à la production du tabac reste égal aux moyens attribués à la prévention du tabagisme, et des restrictions plus conséquentes de la publicité, telles qu'elles existent ailleurs en Europe, se heurtent encore à une opposition vigoureuse dans notre pays.

Ces incohérences ne favorisent certainement pas la crédibilité de la politique des addictions en Suisse. Celle-ci semble plutôt être conduite sur la base de positions idéologiques figées et non pas sur la base des connaissances que l'on a de son impact sur les personnes concernées, leur entourage et la société. Il importe donc de revenir à une analyse de la situation en Suisse et sur les enjeux qui lui sont liés. C'est pour répondre à ce besoin qu'Addiction Suisse publie pour la première fois un dossier de presse annuel intitulé "Panorama Suisse des Addictions". Il comprend une analyse des développements dans les domaines de l'alcool, du tabac, des drogues illicites et des jeux d'argent en Suisse.

Les addictions au tournant du XXIème siècle: un univers en transformation

Moins d'alcool mais toujours beaucoup d'ivresses

La dernière décennie a vu une baisse de la consommation d'alcool dans notre pays mais aussi ailleurs. Certains modes de consommation quotidienne se sont ainsi progressivement dissipés et se retrouvent désormais surtout chez les personnes âgées. La conséquence a été une réduction de la consommation totale d'alcool, et particulièrement du vin, en Suisse. La baisse de la consommation quotidienne d'alcool des hommes a aussi contribué à un rapprochement entre hommes et femmes.



Ces dernières, particulièrement celles âgées entre 65 et 74 ans, boivent aussi plus souvent régulièrement de l'alcool qu'il y a vingt ans.

La consommation totale d'alcool chez les jeunes entre 15 et 24 ans et la consommation à risque a aussi augmenté durant les dernières décennies. Les ivresses ponctuelles stagnent désormais à un haut niveau. L'extension de la durée et de l'offre des loisirs nocturnes, ainsi que la baisse des prix de l'alcool, ont sans doute contribué à cela. La consommation excessive d'alcool n'est toutefois pas l'apanage des jeunes et on le retrouve dans toutes les catégories d'âge. Elle est aussi plus répandue chez les hommes qui ont un emploi et ceux qui disposent d'un revenu élevé.

Le tabac: la baisse est-elle finie?

L'usage du tabac s'est réduit sous l'effet de mesures structurelles et de transformation des normes sociales. Il n'y a pas si longtemps, on pouvait fumer partout: travail, restaurant ou transports publics. Aujourd'hui, le quart de la population qui fume encore ne le fait souvent que dans la rue et sur les balcons. Les données suggèrent toutefois que la baisse du tabagisme et de l'exposition à la fumée passive pourrait désormais être interrompue.

Drogues illicites: moins d'héroïne, plus d'ecstasy

La troisième baisse importante concerne un phénomène plus modeste mais qui a causé d'importants problèmes de santé publique: l'usage, souvent par injection, d'héroïne. Une meilleure prise en charge des usagers a lui aussi contribué à réduire les problèmes liés aux drogues illicites en Suisse. Il reste qu'au moins 40'000 jeunes consomment du cannabis chaque jour et certains le font du matin au soir. Le marché noir est lui aussi en constante mutation, comme le montre par exemple le retour de l'ecstasy. La vente sur Internet, notamment des nouvelles substances psychoactives, se développe également.

Beaucoup de jeux, beaucoup de perdants

L'offre de jeux d'argent en Suisse a massivement augmenté au début de ce siècle avec l'introduction des maisons de jeu et la diversification des jeux de loterie. Aujourd'hui la Suisse dispose de l'une des densités de casinos les plus élevées au monde. Elle souhaite aussi d'élargir l'offre des jeux d'argent sur internet. Le nombre de joueurs excessifs et les coûts sociaux associés aux jeux d'argent sont eux aussi conséquents et la recherche a déjà montré que la pratique des jeux en ligne est plus dangereuse qu'ailleurs.

***Accessibilité: désormais 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, partout***

La grande accessibilité des biens et services, le fait que presque tout puisse être obtenu 24 heures sur 24 et 7 jours par semaine, n'est pas sans conséquences sur l'usage de substances et les jeux d'argent. On peut désormais acheter à toute heure du jour et de la nuit de l'alcool, souvent à bas prix, ou jouer à des jeux d'argent sur internet. Il ne faut aussi guère de temps pour pouvoir se procurer du cannabis, de la cocaïne ou de l'ecstasy dans nos villes. Le marché nous accompagne et nous occupe ainsi en permanence.

Certains comportements changent mais la plupart des dommages restent

Le tabac reste la première cause de mortalité précoce en Suisse et l'alcool figure en troisième position. Au total, les substances psychoactives et le jeu excessif sont associés chaque année à plus de 10'000 décès et à des coûts sociaux supérieurs à 10 milliards de francs. Il faut aussi mentionner les souffrances de plusieurs centaines de milliers d'individus dépendants et de leur entourage ou encore les nuisances, surtout liées à l'alcool, qui touchent plus de la moitié de la population.

Politique: le parlement face à une opportunité historique

Les chambres fédérales examinent pour la première fois en parallèle des législations sur l'alcool, sur les produits du tabac et sur les jeux d'argent. C'est une opportunité pour développer une approche crédible et efficace dans le domaine des addictions. D'ailleurs, elles sont aussi interpellées par des villes et cantons sur la question du cannabis. Mais que se passe-t-il vraiment? En réalité, les trois lois sont abordées comme si elles n'avaient aucun lien et le contenu de chacune des législations fait l'objet de marchandages entre groupes d'intérêts. Il faut alors encore une fois se battre pied à pied pour chaque franc pour la prévention et pour chaque mesure structurelle touchant le prix ou l'accessibilité, dont l'efficacité a pourtant été prouvée.

Pourtant, une autre politique est possible. Elle requiert une acceptation que les problèmes d'addiction ne sont pas ceux d'individus isolés mais aussi ceux de notre société tout entière et de l'environnement que nous créons. Or les débats publics actuels ignorent jusqu'ici à quel point le marché peut influencer les comportements des individus, notamment ceux qui sont les plus vulnérables. Introduire des limites à la disponibilité et à la promotion de l'alcool, du tabac ou des jeux d'argent ne constitue en fait rien de plus que de réguler un marché qui est de plus en plus laissé à lui-même sans garde-fous. Pour réduire les problèmes d'addiction, on ne peut en effet que développer une régulation du marché efficace et, en parallèle, octroyer des moyens à la prévention, à la réduction des risques et aux soins. "Il est temps que la Suisse se dote, particulièrement pour les personnes les plus vulnérables, d'une politique cohérente en matière d'addictions", souligne Irene Abderhalden, directrice d'Addiction Suisse. Dans les quatre autres communiqués de ce dossier de presse, nous rappelons



quelles sont ces mesures et quelle est la perspective qui pourrait être adoptée, de l'alcool aux jeux d'argent, pour enfin réaliser en Suisse une politique des addictions cohérente, crédible et efficace.

La Fondation Addiction Suisse est un centre de compétences national dans le domaine des addictions. Elle est active dans la recherche, conçoit des projets de prévention et s'engage pour une politique de santé. Le but de la fondation est de prévenir ou d'atténuer les problèmes issus de la consommation d'alcool et d'autres substances psychoactives ou liés aux jeux de hasard et à l'usage de l'internet.

Renseignements:

Corine Kibora

Porte-parole

ckibora@addictionsuisse.ch

Tél.: 021 321 29 75

Plus d'informations sur notre site internet <http://www.addictionsuisse.ch>

Vous trouverez le présent communiqué de presse sur :

<http://www.addictionsuisse.ch/fr/actualites/communiques-de-presse>



Information aux médias, 12 février 2015

Panorama Suisse des Addictions 2015

Alcool: les modes de consommation changent, les problèmes restent et la politique regarde ailleurs

Le nombre de personnes qui consomment de l'alcool chaque jour est aujourd'hui plus faible qu'il y a une vingtaine d'années. Ce qui reste par contre c'est la consommation problématique d'alcool, comme par exemple la consommation excessive ponctuelle. Celle-ci est plus particulièrement le fait des jeunes hommes célibataires actifs professionnellement et qui recherchent l'ivresse. Dans l'ensemble, le fardeau des problèmes liés à l'alcool reste élevé, avec 1600 décès par an et une estimation de 250'000 personnes alcooliques en Suisse. En parallèle, l'alcool devient de plus en plus accessible et peut désormais être obtenu à tous les coins de rue. De quoi soulever des questions.

De nouveaux modes de consommation, mais toujours et encore un lourd fardeau de problèmes

Recul de la consommation globale

La consommation d'alcool de la population vivant en Suisse diminue continuellement [depuis environ 20 ans](#). Avec [8.3 l d'alcool pur](#) par habitant et par an, la Suisse est dans la moyenne des pays de l'UE. Ce sont particulièrement le vin, la bière et les spiritueux qui sont consommés (en quantité effective, ce sont respectivement 36 l, 56 l et 4 l par habitant et par an).

Les personnes âgées, y inclus les femmes, boivent plus souvent chaque jour que les plus jeunes

[La diminution de la consommation globale](#) d'alcool au sein de la population suisse est principalement due à la baisse de la consommation régulière (chaque jour ou presque) des hommes. Durant les vingt dernières années, on a ainsi observé un changement générationnel concernant la culture du boire. La génération qui boit chaque jour sa bière au bar du coin ou son verre de vin en mangeant se déplace vers les groupes plus âgés. La consommation d'alcool quotidienne augmente ainsi avec l'âge et elle est la plus élevée chez les 55 à 74 ans. Boire trop ou trop souvent est encore aujourd'hui plus répandu chez les hommes que chez les femmes, même si on peut observer un rapprochement des comportements des deux sexes durant ces vingt dernières années. Ainsi, les femmes âgées entre 65 et 74 ans consomment aujourd'hui nettement plus souvent de l'alcool chaque jour qu'il y a vingt ans, comme le montrent les données de [l'Enquête suisse sur la santé](#).



A l'inverse, les ivresses ponctuelles sont à mettre de plus en plus sur le compte des adolescents et des jeunes adultes. Contrairement à la tendance générale, la quantité moyenne d'alcool consommée a augmenté chez les [15-24 ans](#) de 1997 à 2012, ce qui est à mettre en relation avec la consommation excessive d'alcool. Environ 40% des 20 à 24 ans déclarent au moins une consommation excessive ponctuelle par mois, comme le montrent les récentes données du [Monitoring suisse des addictions](#).

Répartition inégale de la consommation

La quantité d'alcool consommée en Suisse est répartie de manière très inégale : 90% du total est consommé par moins de la moitié de la population. Environ [10%](#) des plus de 15 ans consomment chaque jour de l'alcool. [22%](#) boivent régulièrement trop et / ou ont trop bu au moins une fois durant le dernier mois. De plus, on estime qu'il y a en Suisse 250'000 personnes alcooliques.

De nombreux décès dus aux accidents et aux maladies liés à l'alcool

Ces chiffres seuls en disent encore très peu sur le fardeau des problèmes liés à l'alcool. On peut ainsi estimer qu'il y a chaque année [1600 décès liés à l'alcool](#) en Suisse chez les 15 à 74 ans. Cela représente un décès sur 10 chez les hommes et un sur 17 chez les femmes. Les cancers, les maladies du système digestif ainsi que les accidents et blessures constituent la plus grande part des décès dus à l'alcool. Dans le groupe d'âge des hommes de 15 à 34 ans, c'est un décès sur cinq qui est attribuable à l'alcool.

De graves conséquences, pas seulement pour les personnes qui consomment

Les problèmes d'alcool ont aussi un effet sur l'entourage social. En Suisse, des centaines de milliers de personnes sont des proches d'une personne alcoolique et plusieurs milliers d'enfants vivent dans une famille avec un problème d'alcool. Ces enfants ont un risque beaucoup plus élevé de développer une addiction ou d'autres problèmes psychiques.

Une [étude d'Addiction Suisse](#) a révélé que 52% des résidents ont déjà été dérangés, harcelés ou même agressés par une personne alcoolisée. Et, selon les résultats d'une [enquête d'Interface](#), pour presque trois quarts des blessures corporelles et des violences en Suisse, l'auteur, homme ou femme, était alcoolisé. Les actes de violence ont souvent lieu en fin de semaine, dans le contexte de la vie nocturne.

Le fait que l'abus d'alcool est un problème de société se reflète aussi dans les coûts qui y sont associés : selon une [étude](#) publiée en 2014, les coûts sociaux dus à l'alcool s'élèvent à 4,2 milliards de francs en Suisse. La plus grande partie, soit 3,4 milliards de francs, est à la charge de l'économie et le solde à celle des cantons (santé et police/justice).



Une libéralisation du marché qui remet en cause les progrès

La prise de conscience des risques est devenue plus élevée et, aujourd'hui, moins de personnes consomment quotidiennement de l'alcool, ce qui est positif. Dans le même temps, le marché de l'alcool, qui est de plus en plus libéralisé, risque bien d'annuler ces avancées. Avec l'allongement des heures d'ouverture des magasins et la disparition de la clause du besoin dans la restauration, l'alcool est désormais accessible presque partout et 24 heures sur 24. En outre, les prix de l'alcool ont diminué en termes réels.

Politique : une loi sur l'alcool pour promouvoir les ventes?

Révision totale de la loi sur l'alcool : un pas en avant et deux pas en arrière

La révision totale de la loi sur l'alcool a été en 2014 le thème dominant au plan politique et, au début de cette nouvelle année, les tractations à son sujet entre le Conseil national et le Conseil des Etats ont repris. A l'origine, l'article fixant le but de la nouvelle loi indiquait que cette dernière visait à réduire la consommation problématique et à protéger la jeunesse. Les résultats des débats des deux Chambres s'éloignent toutefois considérablement de ce but : au lieu d'adopter un prix minimum et une réduction de la publicité, le projet de loi autorise désormais des Happy Hours sans restriction horaire et avec des spiritueux. Même l'interdiction de vente à l'emporter, qui a déjà fait ses preuves au plan cantonal, rencontre de très fortes résistances au Parlement.

... et encore un pas en arrière

En même temps que la libéralisation du marché de l'alcool progresse, on essaie de transférer la responsabilité des problèmes liés à l'alcool sur les épaules des consommateurs. Avec l'initiative parlementaire Bortoluzzi, les coûts des hospitalisations dues à des consommations excessives d'alcool devraient désormais être supportés uniquement par les personnes concernées avec pour objectif de faire peur particulièrement aux jeunes. Pourtant, il ne s'agit pas en premier lieu d'un problème de jeunes : seulement 9 pour cent des personnes hospitalisées en raison d'une intoxication alcoolique ont moins de 24 ans. A cela s'ajoute qu'une telle prise en charge ne sauve pas seulement une vie mais permet aussi d'offrir d'autres mesures de soutien, lesquelles devraient être offertes à tout le monde, indépendamment de la taille du portefeuille.



Ce qui doit maintenant se passer : agir plutôt qu'ignorer

La politique coûte cher quand elle fait passer les profits avant la santé

Agir individuellement de façon responsable est important, aussi en matière d'alcool. Mais ne s'en tenir qu'à cela et nier la responsabilité de la société, c'est ignorer les causes des abus d'alcool : celles-ci ne se limitent pas aux individus mais résultent aussi de l'attractivité et de l'accessibilité de l'alcool. Cela a en effet été démontré : lorsque les boissons alcooliques sont promues de manière attractive, qu'elles sont bon marché et accessibles partout et en tout temps, elles tendent à être consommées en plus grande quantité, particulièrement par les personnes qui ont déjà une consommation problématique. Des mesures parfaitement réalisables et dont l'efficacité a été prouvée, comme une hausse des prix, des restrictions de publicité et des limitations d'horaires de vente sont des mesures nécessaires pour réguler le marché. La révision actuelle de la loi sur l'alcool offre donc une chance réelle de réduire la consommation problématique. « Dans le débat sur la nouvelle loi, on a maintes fois entendu qu'il est question de liberté et de responsabilité individuelle; en fait, il s'agit surtout de la liberté de l'industrie au détriment de la santé de la population », déclare Irene Abderhalden, directrice d'Addiction Suisse. « Il est aussi temps que la Confédération agisse pour que les cantons ne se retrouvent pas seuls face aux problèmes liés à l'alcool », ajoute Irene Abderhalden.

La Fondation Addiction Suisse est un centre de compétences national dans le domaine des addictions. Elle est active dans la recherche, conçoit des projets de prévention et s'engage pour un politique de santé. Le but de la fondation est de prévenir ou d'atténuer les problèmes issus de la consommation d'alcool et d'autres substances psychoactives ou liés aux jeux de hasard et à l'usage de l'internet.

Renseignements:

Corine Kibora
Porte-parole

ckibora@addictionsuisse.ch

Tél.: 021 321 29 75

Plus d'informations sur notre site internet <http://www.addictionsuisse.ch>

Vous trouverez le présent communiqué de presse sur :

<http://www.addictionsuisse.ch/fr/actualites/communiques-de-presse>



Information aux médias, 12 février 2015

Panorama Suisse des Addictions 2015

Tabac : de nouvelles impulsions sont nécessaires pour faire repartir les chiffres à la baisse

Après avoir régulièrement diminué, la part des fumeurs dans la population suisse semble désormais stagner – une évolution qui pourrait également concerner le tabagisme passif. En parallèle, les médias sociaux offrent à l'industrie du tabac un large éventail de nouvelles possibilités pour s'adresser aux jeunes, alors même que la législation interdit déjà la publicité spécialement destinée à ce groupe cible. Aujourd'hui, il importe de donner une nouvelle direction à la politique sur le tabac pour réduire l'énorme charge de 9000 décès et de coûts sociaux de l'ordre de 5,5 milliards de francs par an. La nouvelle loi sur les produits du tabac, qui sera examinée par le Parlement cette année, constitue une opportunité pour corriger le tir, notamment en matière de restrictions publicitaires où la Suisse accuse un retard toujours plus marqué sur la majorité des pays européens.

Environ un quart de la population de 15 ans et plus fume

Consommation: la part des fumeurs stagne à un niveau élevé

Entre 2000 et 2008, selon les chiffres du Monitoring sur le tabac, la part des fumeurs n'a cessé de reculer, [passant de 33 à 27%](#). Depuis, la baisse a fortement ralenti. D'après les résultats du Monitoring suisse des addictions, la proportion de personnes qui fument [dans la population de 15 ans et plus s'élève aujourd'hui à 25%](#) (29.7% chez les hommes, 20,6% chez les femmes). La part des personnes qui souhaitent arrêter de fumer fluctue au fil du temps; [57% des fumeurs quotidiens](#) déclaraient avoir l'intention de le faire en 2013.

Pour ce qui est du tabagisme passif, on observe le même phénomène que pour la consommation de tabac. Après avoir chuté de 75% depuis 2000, l'exposition à la fumée passive semble repartir légèrement à la hausse: en 2013, [6%](#) de la population, ce qui représente plus de 400 000 personnes, était exposée à la fumée passive sept heures ou plus par semaine.



Produits du tabac: la cigarette toujours nettement en tête

La cigarette reste le produit phare en Suisse: 96% des fumeurs quotidiens et 82% des fumeurs occasionnels en consomment, parfois à côté d'autres produits du tabac. Au cours des dernières décennies, les cigares et les cigarillos sont passés de mode, alors que l'usage de la pipe a pratiquement disparu. D'après les [données collectées en 2013](#), il se pourrait toutefois que la tendance à la baisse soit terminée. Chez les jeunes, la pipe à eau et les cigarillos sont les produits préférés après la cigarette.

Les cigarettes électroniques (e-cigarettes) ont fait leur apparition sur le marché il y a quelques années. Les premières données récoltées à l'échelon national sur l'usage de ce produit datent de 2013. La proportion de personnes déclarant avoir déjà fumé une cigarette électronique atteignait 6,7%, tandis que celle des personnes qui en avaient utilisé dans les trente derniers jours était de 1.1%. C'est chez les jeunes adultes que l'usage des e-cigarettes est le plus répandu, avec 15.8% d'expérimentateurs dans la tranche d'âge des 15 à 19 ans et 16.1% dans celle des 20 à 24 ans. On ignore toutefois si ces personnes fument des produits avec ou sans nicotine, tout comme on ignore dans quelle mesure la cigarette électronique remplace la cigarette traditionnelle ou si elle est une porte d'entrée vers le tabac ou encore une aide pour en sortir.

Un mort par heure: la principale cause de décès évitable en Suisse

Le tabac n'est pas un produit ordinaire: la nicotine est l'une des substances qui engendrent le plus rapidement une dépendance, et on peut partir de l'hypothèse que la plupart des fumeurs quotidiens (soit 70% des personnes qui fument) sont [dépendants](#). Chaque année, le tabac fait [9000 victimes en Suisse dont un quart est](#) lié à un cancer du poumon et un sixième, respectivement, à d'autres maladies pulmonaires et à des maladies coronariennes. La consommation de tabac est ainsi la principale cause de décès évitable en Suisse.

En 2000, les coûts directs et indirects de la consommation de tabac ont été estimés à environ [5,5 milliards de francs](#), dont 4 milliards étaient à la charge de l'économie et 1,5 million à celle des cantons.

Marché du tabac: augmentations de prix et repositionnement de la publicité

Une [étude de la Confédération](#) de 2008 suggère un lien étroit entre augmentation du prix et diminution de la consommation de cigarettes, en particulier chez les jeunes. Depuis 2001, le prix du paquet de cigarettes a sensiblement augmenté en Suisse. Toutefois, si on se base sur le pouvoir d'achat, il reste encore relativement bas [par rapport aux pays voisins](#).

La publicité par voie d'affichage ayant disparu dans la majorité des cantons, la branche du tabac a essentiellement transféré ses activités promotionnelles [vers les lieux](#) fréquentés par les adolescents et les jeunes adultes, comme les médias sociaux, les



lieux de sortie et les festivals, ainsi que les points de vente. Cette stratégie marketing est à mettre en perspective avec le fait que [deux tiers des personnes qui fument aujourd'hui](#) ont commencé à fumer quotidiennement avant d'avoir atteint 20 ans.

Vers une nouvelle loi sur les produits du tabac

La consultation relative à la nouvelle loi sur les produits du tabac s'est terminée en septembre dernier. Le développement de cette nouvelle réglementation est lié à la révision de la loi sur les denrées alimentaires. Elle pourrait permettre de ratifier la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, la Suisse étant, avec le Liechtenstein, Andorre et Monaco, [l'un des derniers pays d'Europe](#) à ne pas encore l'avoir fait. Les principales nouveautés prévues dans le projet de loi sont l'interdiction de la publicité dans les médias imprimés et sur Internet, dans les cinémas et dans une petite partie des festivals, l'interdiction de distribuer des échantillons gratuits et l'uniformisation de la limite d'âge à 18 ans pour la remise de produits du tabac dans toute la Suisse.

Ces dix dernières années, de nombreux cantons ont [limité la publicité pour le tabac et la vente aux adolescents](#). Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2015, la vente de produits du tabac aux mineurs est interdite dans le canton de Neuchâtel, alors qu'une limite d'âge à 18 ans et des restrictions publicitaires sont en discussion dans le canton d'Obwald. Une fois de plus, les cantons montrent la voie.

En décembre dernier, le Conseil fédéral [a rejeté](#) une motion en vue d'introduire les paquets de cigarettes neutres. L'une des raisons invoquées était l'action en dommages-intérêts intentée par Philip Morris contre l'Australie, qui a mis en place une réglementation dans ce sens. D'autres pays, comme la France et la Grande Bretagne, semblent se montrer plus courageux et envisagent d'introduire les paquets neutres.

La loi sur les produits du tabac doit donner de nouvelles impulsions

L'augmentation du prix des cigarettes, les mises en garde sur les paquets, de même que les interdictions de fumer dans les lieux publics et l'interdiction de la publicité par voie d'affichage dans la plupart des cantons ont montré leur efficacité. Des actions supplémentaires sont toutefois à présent nécessaires au niveau national.

La nicotine est une substance qui engendre rapidement une dépendance et qui prend avant tout au piège des jeunes en phase d'expérimentation. Il est donc indispensable d'interdire la remise de produits du tabac aux mineurs à l'échelon national, en



procédant à des contrôles stricts. Cela doit être assorti d'une interdiction des automates à cigarettes parce que, même avec les systèmes modernes, il paraît impossible d'empêcher que des enfants ne retirent des cigarettes à ces appareils.

Par ailleurs, les actions promotionnelles basées sur des rabais devraient aussi être proscrites et l'on devrait prononcer une interdiction générale de la publicité et du parrainage. On ne peut en effet justifier, du point de vue de la prévention et de l'éthique, la publicité pour un produit [qui tue une part importante de ses consommateurs réguliers](#). Se focaliser sur la publicité qui s'adresse spécifiquement aux jeunes ne suffit pas, car ceux-ci s'orientent aussi en fonction du monde des adultes et sont sensibles à la réclame destinée à leurs aînés. [Des études](#) ont mis en avant qu'une interdiction générale de la publicité permet effectivement de réduire la consommation.

La défense des intérêts économiques des secteurs du tabac et de la publicité pourraient entraîner un blocage de mesures de prévention efficaces au Parlement. Pourtant, on a pu montrer qu'en Suisse, chaque franc investi dans la prévention du tabagisme permet d'[économiser 41 francs en termes de dégâts liés à la consommation de tabac](#). Il faut ainsi empêcher que les fumeurs d'aujourd'hui ne deviennent les patients de demain, car pour l'économie comme pour la société, le tabac est et reste une affaire qui coûte bien plus qu'elle ne rapporte.

La Fondation Addiction Suisse est un centre de compétences national dans le domaine des addictions. Elle est active dans la recherche, conçoit des projets de prévention et s'engage pour une politique de santé. Le but de la fondation est de prévenir ou d'atténuer les problèmes issus de la consommation d'alcool et d'autres substances psychoactives ou liés aux jeux de hasard et à l'usage de l'internet.

Renseignements:

Corine Kibora
Porte-parole

ckibora@addictionsuisse.ch

Tél.: 021 321 29 75

Plus d'informations sur notre site internet <http://www.addictionsuisse.ch>

Vous trouverez le présent communiqué de presse sur :

<http://www.addictionsuisse.ch/fr/actualites/communiques-de-presse>



Information aux médias, 12 février 2015

Panorama Suisse des Addictions 2015

Drogues illicites: de nouvelles tendances et un changement de paradigme dans les politiques publiques

L'évolution du marché constitue l'un des principaux défis dans le domaine des drogues illicites, comme l'illustrent le retour de l'ecstasy (MDMA) ou les Nouvelles Substances Psychoactives vendues sur internet. Cette actualité ne doit toutefois pas cacher le fait qu'environ 20'000 personnes sont en traitement pour une dépendance à l'héroïne et qu'une centaine de décès par overdose sont recensés chaque année. Quant à la consommation de cannabis, elle reste élevée en comparaison internationale. Plusieurs pays qui connaissent une situation similaire ont décidé d'introduire de nouveaux modèles de régulation pour cette substance, ce qui incite certaines villes et cantons suisses à examiner la faisabilité de telles approches.

Situation: nouvelles tendances et problèmes anciens

Moins de dommages mais une consommation de cannabis élevée

La morbidité et mortalité liée aux drogues illicites a [diminué au cours des deux dernières](#) décennies en raison de la réduction du nombre de nouveaux usagers d'héroïne et d'une meilleure prise en charge de ceux-ci. Pour le cannabis, les prévalences de consommation restent élevées en comparaison internationale, même si elles sont aujourd'hui stables. Ainsi, [7.1% des jeunes âgés entre 15 et 34 ans](#) en Suisse rapportent avoir consommé du cannabis durant les 30 derniers jours et 1.4% disent l'avoir fait de manière quotidienne. A cela s'ajoute une [hausse des demandes de traitement](#) liées à la consommation de cette substance. Tant chez les consommateurs de cannabis que chez ceux qui entrent en traitement, le proportion d'hommes est nettement supérieure à celle des femmes.

L'usage de stimulants: différences géographiques et temporelles

L'usage de stimulants (cocaïne, amphétamine, ecstasy, etc.) s'est diversifié aux niveaux des contextes de consommation et des profils d'usagers. Ainsi, entre 1997 et 2012, la part des personnes rapportant avoir consommé au moins une fois de la cocaïne ([de 1.6% à 3.4%](#)) ou de l'ecstasy ([de 1% à 2.6%](#)) a doublé. Une récente [analyse des eaux usées](#) a aussi montré que la consommation de ces substances varie géographiquement en Suisse. L'étude a également confirmé que la consommation de stimulants, contrairement au cannabis et à l'héroïne, se déroule pour l'essentiel en fin de semaine et renvoie donc dans une très large part aux loisirs et sorties.



En pratique, moins de 1% des jeunes âgés entre 15 et 34 ans en Suisse déclarent avoir consommé de la cocaïne durant les 30 derniers jours. Une partie sont toutefois des consommateurs réguliers comme le suggère une enquête internationale à laquelle plus de 600 usagers de cocaïne en Suisse ont participé. [Parmi eux, 6.6% déclaraient](#) avoir consommé cette substance au moins 50 fois durant l'année.

Un marché noir en constante mutation

Les [analyses de substances faites par le Streetwork](#) de Zürich révèlent un retour de l'ecstasy (MDMA) sous forme notamment de pilules fortement dosées et de poudres. Ce phénomène est [aussi observé ailleurs en Europe](#). La substance pourrait aussi bénéficier d'un regain de popularité chez les jeunes, parfois avec des conséquences funestes: au Royaume-Uni, [quatre personnes sont décédées](#) parce que leurs pilules d'ecstasy contenaient une autre substance (PMMA). Celle-ci a aussi déjà été trouvée dans des pilules d'ecstasy en Suisse.

Les douanes suisses ont fait état de saisies croissantes de Nouvelles Substances Psychoactives (NPS) et [29 de ces molécules ont été ajoutées à la liste des stupéfiants interdits](#) en décembre 2014. Ces substances, qui se vendent notamment sur internet, sont proposées comme alternatives aux drogues illicites existantes. Jusqu'ici les données semblent indiquer que leur consommation reste limitée en Suisse mais il faut rester vigilant. Une telle vigilance doit aussi s'exercer vis-à-vis de la méthamphétamine. Sa consommation [s'est diffusée en Allemagne](#), essentiellement le long de la frontière tchèque. Les indications quant à son usage, particulièrement de sa forme cristalline (Crystal Meth), sont encore rares en Suisse mais cela pourrait changer.

Heroïne: ne pas l'oublier

Même si il est en baisse depuis près de vingt ans, l'usage d'héroïne et ses conséquences restent au cœur du problème de drogues illicites en Suisse. Encore aujourd'hui pas loin de 20'000 individus reçoivent chaque année un traitement de substitution avec de la méthadone, de la buprénorphine, de l'héroïne ou de la morphine. Une partie importante des anciens et actuels usagers d'héroïne restent des poly-consommateurs (alcool, cocaïne, benzodiazépines, etc.) et ils sont nombreux à avoir été infectés par le VIH et le VHC. C'est au sein de ce groupe que l'on recense l'essentiel de la centaine de décès liés à la drogue qui sont notifiés chaque année en Suisse. Comme il s'agit d'une population précarisée, il est important qu'elle puisse continuer à bénéficier d'aide et de soins ciblés. Une adaptation des services aux besoins de cette population vieillissante est aussi nécessaire.



Politique: en quête de nouvelles approches

Un changement de paradigme au niveau international

Le débat sur l'efficacité des politiques drogues se poursuit au niveau international et [quelques pays ont introduit de nouvelles approches](#). C'est le cas aux Etats Unis, où les Etats du Colorado et de Washington State ont mis en place les premiers marchés légaux du cannabis à usage récréatif. Au moins deux autres états, l'Alaska et l'Oregon, en feront de même en 2016. En Amérique du Sud, l'Uruguay met lui aussi en place un tel marché, toutefois avec plus de précautions qu'aux Etats-Unis où c'est un modèle largement commercial qui prédomine. Quant à la [Nouvelle-Zélande](#), elle a adopté une législation visant à contrôler les Nouvelles Substances Psychoactives. Plutôt que de les interdire systématiquement, il est proposé d'autoriser la vente de certaines substances à condition que les producteurs fassent la preuve de leur faible dangerosité. Tous ces changements seront au menu des débats d'une réunion spéciale des Nations Unies en 2016 qui conduira peut-être à de nouvelles orientations en matière de politique drogue internationale.

Avec des échos en Suisse

En Suisse, c'est la question de la régulation du marché du cannabis qui est actuellement au centre des débats. Une demi-douzaine de villes et de cantons examinent la faisabilité de projets pilotes permettant d'évaluer des modèles alternatifs à l'interdiction. Le projet le plus avancé est celui de [Genève qui prévoit une étude](#) portant sur la mise en place d'associations de consommateurs de cannabis permettant aux adultes de s'approvisionner sans recourir au marché noir. Comme c'est souvent le cas dans le domaine des drogues illicites, de telles initiatives peuvent rencontrer une vive opposition.

Ce qui est attendu: une approche pragmatique et factuelle

La Suisse a été pionnière dans sa capacité d'aborder la question des drogues de manière pragmatique et factuelle. Le débat international en cours lui permet de réactiver ce statut en développant en évaluant des approches nouvelles sans toutefois tomber dans certains excès que l'on observe déjà aux Etats-Unis. Cela permettrait notamment d'examiner quelle approche, de l'interdiction ou de différentes formes de régulation, permet le mieux de protéger les personnes vulnérables, de limiter le nombre de personnes dépendantes et de réduire les coûts sociaux liés aux drogues illicites en Suisse. En 2000, ceux-ci avaient été estimés à [environ 3.7 milliards de francs par an](#).



Les changements dans le marché des produits psychoactifs invitent aussi à s'interroger sur notre capacité à reconnaître, à comprendre et à réagir aux évolutions en cours. De nouvelles approches de collecte des données et de nouvelles interventions devront être développés ces prochaines années si nous ne voulons pas rester que des spectateurs des transformations du marché noir.

La Fondation Addiction Suisse est un centre de compétences national dans le domaine des addictions. Elle est active dans la recherche, conçoit des projets de prévention et s'engage pour un politique de santé. Le but de la fondation est de prévenir ou d'atténuer les problèmes issus de la consommation d'alcool et d'autres substances psychoactives ou liés au jeux de hasard et à l'usage de l'internet.

Renseignements:

Corine Kibora

Porte-parole

ckibora@addictionsuisse.ch

Tél.: 021 321 29 75

Plus d'informations sur notre site internet <http://www.addictionsuisse.ch>

Vous trouverez le présent communiqué de presse sur :

<http://www.addictionsuisse.ch/actualites/communiques-de-presse/>



Information aux médias, 12 février 2015

Panorama Suisse des Addictions 2015

Jeux d'argent: plus de jeux et moins de protection?

L'offre de jeux d'argent en Suisse a fortement augmenté au début de ce siècle. Notre pays dispose désormais de l'une des densités de casinos les plus élevées au monde ainsi que d'un point de vente de jeux de loterie pour 1000 habitants. Aujourd'hui il est question d'élargir l'offre des jeux d'argent sur internet. Or le nombre de joueurs excessifs, plus d'un adulte sur 100 en Suisse, et les coûts sociaux associés aux jeux d'argent sont déjà conséquents. Il ne fait donc guère sens que les moyens pour réguler l'offre de jeux et les ressources de la prévention et de la prise en charge du jeu excessif restent aussi limités.

Une large offre et des coûts sociaux conséquents

Le jeu excessif: un phénomène conséquent qui touche aussi les jeunes

On estime que près de la moitié ([46.6%](#)) des plus de 15 ans en Suisse, soit plus de 3 millions de personnes, ont joué à des jeux d'argent durant la dernière année. Ce chiffre n'inclut toutefois pas les jeux d'argent en ligne. Parmi ces joueurs, un peu de moins de 200'000 sont considérés comme étant des joueurs à risque modéré et un peu plus de 75'000, ou 1.1% des personnes en âge de jouer, comme étant des joueurs excessifs. Ces derniers sont divisés en joueurs problématiques (env. 47'000 personnes ou 0.7% de la population) et pathologiques (env. 28'000 personnes ou 0.4% de la population) en fonction de la gravité de leurs problèmes.

Une étude indique que la probabilité de jouer à des jeux d'argent est plus élevée chez les hommes, les personnes relativement jeunes, celles ayant un faible niveau de formation et celles de nationalité suisse. En revanche, parmi les joueurs, les personnes qui ont un bas revenu, sont âgées de plus de 55 ans, sont de nationalité étrangère et celles qui jouent sur internet semblent avoir un plus grand risque de présenter des problèmes de jeux¹.

La prévalence du jeu excessif semble stable depuis une dizaine d'années mais des problèmes de comparabilité entre les études ne permettent pas de le garantir. Le nombre de personnes exclues des maisons de jeu est par contre en augmentation depuis 2003 et a atteint [39'125](#) en 2013.

Le jeu excessif est aussi répandu chez les adolescent-e-s, comme l'ont montré deux études sur les jeux de hasard et d'argent chez des jeunes en formation post-obligatoire

¹ Kohler, D. (2012). Three essays on the socioeconomics of gambling and pathological gambling. University of Neuchâtel, Switzerland.



dans les cantons de [Neuchâtel](#) et de [Berne](#). Plus d'un jeune sur vingt (5.6%) était considéré comme joueur à risque ou problématique. Ce groupe rapportait aussi plus souvent l'usage de tabac, d'alcool, de cannabis et d'autres drogues illégales, et un usage problématique d'Internet.

Conséquences du jeu excessif : faillites personnelles et problèmes familiaux

Plus d'une personne sur cinq en Suisse ([22,8%](#)) rapporte avoir dans son entourage une personne confrontée à un problème de jeu et cela a souvent un impact durable sur la vie du joueur et celle de l'entourage. Les problèmes de jeu sont en effet associés à des problèmes familiaux² (divorce, violence, etc.), ainsi qu'à l'isolement et à la précarisation des joueurs. Un risque suicidaire élevé est également observé dans cette population. Environ un joueur excessif sur six ([17%](#)) s'est mis en faillite personnelle, ce qui a des conséquences durables. Les professionnels observent aussi que les joueurs excessifs s'adressent peu aux services spécialisés et, lorsqu'ils le font, c'est souvent plusieurs années après le début de leurs problèmes.

Les coûts sociaux liés au jeu excessif en Suisse, comprenant les coûts médicaux et la baisse des performances (absences, perte de productivité), ont été estimés entre [436.4 et 460.2 millions de francs par an](#). Ces chiffres ne comprennent pas les coûts humains, soit la perte de qualité de vie du joueur et de sa famille qui, selon l'étude, représentent des coûts sociaux supplémentaires entre 115.1 et 188.3 millions de francs par an.

Une densité de casinos parmi les plus fortes au monde

L'offre des jeux d'argent en Suisse a fortement augmenté au tournant du siècle avec l'introduction des casinos et la diversification des jeux de loterie. On recense aujourd'hui plus de 8000 points de vente de jeux de loterie ainsi que 21 casinos (8 casinos A et 13 casinos B). Ce dernier chiffre est synonyme de l'une des plus fortes densités par habitant au monde. Les revenus directs des jeux d'argent ont aussi augmenté de manière importante entre 1999 et 2006 avant de se stabiliser par la suite. En 2013, ces revenus s'élevaient, selon les données fournies par les loteries et les casinos, à environ 1.5 milliards de francs. La part redistribuée représente un peu moins d'un milliard de francs par an. Les principaux bénéficiaires sont l'AVS/AI (taxe sur les casinos), certains cantons (revenus de l'impôt sur les casinos B) et les projets et activités d'intérêt public (loteries).

Le secteur du jeu en Suisse estime [qu'au moins 100 millions de francs](#) échappent chaque année aux taxes et impôts en étant dépensés dans des jeux sur Internet administrés à l'étranger. Il est évidemment difficile de vérifier ces chiffres mais on sait désormais que les jeux d'argent sur Internet sont plus souvent associés au jeu excessif et qu'ils augmentent donc les risques de conséquences négatives (isolement, désinvestissement de la vie quotidienne). Les [adolescents et jeunes adultes](#) semblent y être les plus vulnérables.

² Al Kurdi C. et Savary J-F, Etude d'un dispositif intercantonal de lutte contre le jeu excessif in Annexes, GREAT, 2005



Politique: extension du marché

Les jeux d'argent sont jusqu'ici régis en Suisse par deux législations: la loi sur les loteries et les paris de 1923 et la loi sur les maisons de jeu de 1998. La première stipule que les loteries ne peuvent être autorisées qu'à des fins d'utilité publique ou de bienfaisance. Au niveau intercantonal ou national, l'organisation des loteries est réservée à deux sociétés (Swisslos et Loterie Romande). En 2005, un concordat a notamment institué un organe de surveillance de ces loteries ainsi qu'une taxe de 0,5% du produit brut de ces jeux attribuée à la prévention et la prise en charge de la dépendance au jeu. De son côté, la loi sur les maisons de jeu de 1998 autorise l'ouverture de casinos en Suisse. Elle distingue les casinos A, avec un nombre illimité de jeux et sans restrictions sur les mises maximales, et les casinos B, avec un nombre limité de jeux et des limites de mises maximales. La loi impose aux casinos de mettre en œuvre des mesures sociales pour protéger les joueurs excessifs, sous la surveillance de la commission fédérale des maisons de jeux (CFMJ).

Ces deux législations devront être réunies dans la nouvelle loi sur les jeux d'argent qui a été mise en consultation en 2014. Celle-ci prévoit notamment l'ouverture du marché des jeux d'argent de casino sur Internet ainsi que l'élargissement des jeux de loterie en ligne. L'objectif, tant pour l'Etat que pour les opérateurs, est de développer les revenus du jeu et de mieux contrôler le marché sur internet. En termes de protection, l'accès des mineurs aux jeux d'argent sur internet devra être empêché. La nouvelle loi reconnaît aussi l'existence de l'addiction au jeu et attribue aux cantons la responsabilité de mettre en place des programmes de prévention du jeu excessif et d'offrir des conseils et traitements aux joueurs dépendants, ou en voie de le devenir, ainsi qu'à leur entourage. Il n'y a en revanche aucune mesure visant à garantir les ressources nécessaires pour financer une telle offre.

Le projet de loi prévoit aussi un organe de coordination pour l'homologation et la surveillance des jeux. Cet organe n'est toutefois pas doté de pouvoirs décisionnels et la régulation du marché des jeux – dont certaines parties sont convoitées à la fois par les casinos et par les loteries - risque fort de se faire devant les tribunaux et avec une considération limitée de la protection des joueurs. La création d'une commission consultative pour la prévention du jeu excessif, soit un groupe d'experts pouvant conseiller les autorités en matière de santé publique, apporte en revanche un nouvel élément utile à ce domaine.

Les défis pour le futur: protéger les joueurs

Les jeux d'argent ont un faible rendement pour notre société. Les sommes redistribuées à la collectivité représentent moins du double des coûts sociaux que ces jeux entraînent pour les joueurs. Pour réduire ces coûts, le projet de nouvelle loi sur les jeux d'argent propose quelques timides avancées mais il offre encore trop peu de protections pour les joueurs. Les mesures concernant la densité de l'offre sont insignifiantes, et les commissions créées pour réguler ces aspects n'ont pas de pouvoir. L'interdiction de l'offre de jeux gratuits et un système de contrôle de l'activité de jeu et des dépenses, qui permettrait notamment l'exclusion des joueurs excessifs, manque. Le type et l'exposition à la publicité devraient aussi être régulés. Finalement, la loi donne aux cantons la responsabilité de prévenir le jeu excessif et d'aider les



joueurs dépendants mais elle ne s'assure pas qu'ils disposent des ressources financières nécessaires pour le faire.

Pour réduire les coûts sociaux liés aux jeux d'argent, il importe de développer des mesures efficaces et de se doter d'une commission dotée de véritables compétences en matière de régulation. Cela est aussi particulièrement important à l'heure où l'on s'engage dans le monde des jeux online qui connaissent des développements technologiques rapides. Il faut aussi développer des approches d'identification et d'intervention précoce des joueurs à risque et de ne pas se focaliser seulement sur les joueurs pathologiques ou dépendants comme on le fait actuellement. Cela permettra de prévenir les dommages causés par les jeux d'argent et d'aider les joueurs avant qu'ils ne soient endettés et ne se trouvent dans une situation difficilement réversible.

La Fondation Addiction Suisse est un centre de compétences national dans le domaine des addictions. Elle est active dans la recherche, conçoit des projets de prévention et s'engage pour un politique de santé. Le but de la fondation est de prévenir ou d'atténuer les problèmes issus de la consommation d'alcool et d'autres substances psychoactives ou liés au jeux de hasard et à l'usage de l'internet.

Renseignements:

Corine Kibora

Porte-parole

ckibora@addictionsuisse.ch

Tél.: 021 321 29 75

Plus d'informations concernant Addiction Suisse sur notre site internet<http://www.addictionsuisse.ch>**Vous trouverez le présent communiqué de presse sur :**<http://www.addictionsuisse.ch/fr/actualites/communiques-de-presse>